

Réglementation en matière de LBC/FT et de sanctions

1. Identification et vérification

Le Client reconnaît et accepte que le Prestataire, en vertu de la loi néerlandaise sur la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (« Wwft »), ainsi que des réglementations nationales, européennes et internationales en matière de sanctions, est tenu de vérifier l'identité du Client et, le cas échéant, des bénéficiaires effectifs (UBO). Le Client s'engage à fournir en temps utile toutes les informations et documents nécessaires, de manière exacte et complète.

2. Vérification des listes de sanctions et surveillance continue

Le Prestataire est autorisé (et le cas échéant tenu) à vérifier le Client, les UBO et les tiers concernés sur la base des listes de sanctions pertinentes, notamment celles de l'Union européenne, des Nations Unies et des autorités nationales. Le Client accepte que le Prestataire puisse, pendant la durée de la relation contractuelle, demander des informations supplémentaires et effectuer des contrôles afin de respecter la Wwft et les obligations liées aux sanctions.

3. Déclaration des transactions inhabituelles et conformité aux sanctions

Le Prestataire est tenu de signaler les transactions inhabituelles aux autorités compétentes. Il s'abstiendra également de fournir des services contraires aux réglementations en vigueur. Le Client reconnaît que le Prestataire peut faire des déclarations et prendre des mesures sans préavis ni autorisation préalable. Le Prestataire ne saurait être tenu responsable des dommages directs ou indirects résultant de ces obligations.

4. Suspension ou résiliation en cas de non-conformité à la Wwft ou aux sanctions

Si le Client ne fournit pas les informations demandées, ou le fait de manière tardive ou insuffisante, ou si le Prestataire est empêché d'agir ou de poursuivre ses activités conformément à la Wwft ou aux réglementations en matière de sanctions, ce dernier est en droit de suspendre l'exécution du contrat ou de le résilier en tout ou en partie, sans être redevable d'aucune indemnité.

5. Clause de sanctions (article 12g du règlement (UE) n° 833/2014)

(1) L'[Importateur/Acheteur] s'engage à ne pas vendre, exporter ou réexporter, directement ou indirectement, vers la Fédération de Russie ou pour une utilisation en Fédération de Russie, tout bien livré dans le cadre ou en lien avec le présent Contrat et relevant de l'article 12g du règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil.

(2) L'[Importateur/Acheteur] fera tout son possible pour empêcher que l'objectif du paragraphe (1) soit contourné par des tiers dans la chaîne d'approvisionnement, y compris d'éventuels revendeurs.

(3) L'[Importateur/Acheteur] mettra en place et maintiendra un mécanisme de surveillance adéquat permettant de détecter les comportements de tiers susceptibles de compromettre l'objectif du paragraphe (1).

(4) Toute violation des paragraphes (1), (2) ou (3) constitue une violation substantielle d'un élément essentiel du présent Contrat. L'[Exportateur/Vendeur] est en droit d'exercer tout recours approprié, y compris, sans s'y limiter :

- (i) la résiliation du présent Contrat ; et
- (ii) l'application d'une pénalité équivalente à 10 % de la valeur totale du contrat ou à la valeur des biens exportés, selon le montant le plus élevé.

(5) L'[Importateur/Acheteur] informera immédiatement l'[Exportateur/Vendeur] de tout problème lié à l'application des paragraphes (1), (2) ou (3), y compris les activités de tiers susceptibles d'en compromettre l'objectif. Il fournira, dans un délai de deux semaines après simple demande, les informations nécessaires à la vérification de la conformité à ces obligations.

6. Interdiction générale de livraison ou de réexportation vers la Russie et le Bélarus

Nonobstant toute législation applicable, il est expressément interdit au Client de fournir, directement ou indirectement, des biens ou services à :

- (i) toute personne physique ou morale située ou établie en Russie ou au Bélarus ;
- (ii) toute entité agissant pour le compte ou sur instruction de parties situées dans ces pays ;
- (iii) ou pour une utilisation en Russie ou au Bélarus.

Cette interdiction s'applique sans exception, même si la législation en vigueur l'autorise temporairement.